

**INVESTISSEMENTS ETRANGERS ET MESURE DE
L'ATTRACTIVITE DU PAYS : FONDEMENTS
EMPIRIQUES DE MODELISATION**

**FOREIGN INVESTMENT AND THE MEASUREMENT
OF COUNTRY ATTRACTIVENESS: EMPIRICAL
FOUNDATIONS FOR MODELLING**

Dr. RABIA Lamia*

Laboratoire de recherche d'études et de recherches sur l'économie numérique
(LEREN) à l'*ESGEN*. (Algérie)
Email : lrabia@esgen.edu.dz

<i>Reçu :</i> 24 /03/2022	<i>Accepté :</i> 28/05/ 2022	<i>Publié en ligne :</i> 30/06/2022
------------------------------	---------------------------------	--

Abstract:

Some developing countries (DCs) seem to be excluded from the process of integration of the world economy through foreign direct investment (FDI). Characterised by insufficient domestic savings in relation to their investment needs (current account deficit), recourse to external sources of financing is indispensable.

Many countries (including Algeria) have opted for a liberalisation of regulations and the implementation of an investment policy in order to guarantee the attractiveness of foreign investments.

Keywords: Foreign investment, attractiveness, territories, indicators, location determinants.

JEL Classification Codes: F14, F20, F23

Résumé :

Certains pays en voie de développement (P.V.D) semblent être exclus du processus d'intégration de l'économie mondiale véhiculé par les investissements directs étrangers (IDE). Caractérisé par une épargne domestique insuffisante par rapport à leurs besoins en investissements (déficit de leur balance courante), le recours aux sources de financement externes est indispensable.

* Auteur correspondant

De nombreux pays (dont l'Algérie) ont opté pour une libéralisation de la réglementation et une mise en place d'une politique d'investissement afin de garantir l'attractivité des investissements étrangers.

Mots clés : Investissements étrangers, attractivité, territoires, indicateurs, déterminants de localisation.

Code de classification Jel : F14, F20, F23

1- Introduction :

Le concept d'attractivité du territoire indique généralement la capacité de celui-ci, sur une période donnée, à attirer et à retenir les entreprises tant nationales qu'étrangères. Dans ce sens, c'est le reflet de la performance d'un territoire au cours d'une période donnée. De ce fait, toute politique d'attractivité consiste à attirer les investissements à la fois exogènes et endogènes sur un territoire donné, dans l'objectif d'accroître le niveau de l'activité économique. (Crozet & al, 2003)

Le territoire ne s'entend pas comme un simple échelon spatial. Il ne peut être postulé comme un bout de terre soumis à une administration et ayant des frontières internes et externes. Bien au contraire, le territoire s'impose aujourd'hui comme un espace vécu, "un espace complexe et actif ". Mais aussi comme un construit social permanent en constante appropriation.

Selon **Mouriaux** (2004) : " L'attractivité d'un territoire est la capacité à y attirer et y retenir les activités à contenu élevé en travail très qualifié". (Mouriaux, 2004, p. 29_44) Cet auteur considère que le concept d'attractivité est adapté pour évaluer la situation d'une économie dans un monde caractérisé par une mobilité élevée des biens, des hommes et des capitaux.

On arrive à définir l'attractivité d'un territoire comme la force d'un territoire à attirer les investissements étrangers et à conserver les investissements qui sont déjà existants et implantés sur ce territoire, en adoptant une politique d'attractivité offrant les facteurs déterminants que recherche tout investisseur (national ou étranger) pour s'y installer, dans le but d'augmenter le niveau d'activité économique et garantir ainsi un développement durable au territoire en question.

Le présent papier vise à présenter une synthèse des principaux déterminants des IDE sur le plan théorique et empiriques afin de pouvoir répondre à cette question centrale suivante :

Comment mesurer l'attractivité d'un pays et avec quels indicateurs ?

Pour y répondre, nous posons ces questions secondaires :

- Quelle approche faut-il adopter pour fixer les déterminants d'attractivité d'un pays ?
- Quels sont les fondements empiriques de modélisation pour les fixer ?

Nous supposons que la littérature empirique et théorique sur les déterminants des IDE suggère plusieurs facteurs. La motivation des investisseurs peut être considérée comme une partie des facteurs déterminants dans la mesure où le pays tient compte de la demande des investisseurs, en procurant des mesures de facilitation des affaires ainsi que des garanties attractives. Cette forme d'encouragement des IDE s'avère être un facteur déterminant dans un processus d'attractivité.

L'objet de cet article est d'une importance capitale, Le thème de l'attractivité est d'une grande actualité parce que tous les pays du monde, font de l'attraction des firmes étrangères une priorité de leur politique économique et même politique. Comme l'a si bien dit **Hatem** (2004) ; « *Si les territoires ont besoin des firmes multinationales, les entreprises à leur tour ont besoin des territoires.* ».

Ainsi, le premier point de cet article définit les approches à adopter afin de définir les déterminants d'un territoire. Dans le point suivant, nous présentons une synthèse des principaux déterminants des IDE sur le plan théorique et empiriques. Dans un dernier point, nous présentons les indicateurs qui permettent de classer les territoires selon leur degré d'attractivité des investissements.

2- Les Déterminants d'attractivité d'IDE

Quelle approche faut-il adopter?

Hatem (2004) définit trois approches complémentaires afin de définir les déterminants d'un territoire. En effet, l'auteur propose d'associer trois types "concentriques " de définitions : (Hatem, 2004)

2-1. L'approche macroéconomique par les critères globaux

Visant à dresser un classement des territoires par rapport aux critères globaux de localisation privilégiés par les entreprises.

2-2. L'approche microéconomique par l'offre territoriale complexe

Elle définit l'attractivité comme la capacité à proposer, en réponse à chaque projet mobile, une "offre territoriale complexe" (site, main d'œuvre, infrastructures...etc.) suffisamment compétitive pour convaincre l'investisseur à localiser son projet sur le territoire considéré.

2-3. L'approche méso-économique par les effets d'agglomérations

Elle s'intéresse à la mise en évidence des effets de compétitivité sectorielles liée à la concentration sur une zone géographique donnée d'activités complémentaires ou similaires (cluster, district industriels,...etc.).

Dans le point suivant, nous allons présenter une synthèse des principaux déterminants des IDE sur le plan théorique et empiriques afin de pouvoir répondre à la question centrale de ce présent travail.

3- Aperçus empiriques sur les déterminants des IDE

D'une manière générale, les travaux empiriques portant sur les déterminants de la localisation des IDE sont divers. On distingue nettement par la démarche méthodologique qu'ils adoptent et par la nature des données qu'ils utilisent deux principaux ensembles:

- Un premier ensemble, essentiellement utilisé en économie, est constitué de travaux recourant à des modèles économétriques, et utilisant, pour expliquer les choix de localisation d'entreprises, des données issues principalement des statistiques publiques.
- Le deuxième ensemble est composé de travaux qui cherchent à expliquer les choix de localisation des entreprises à partir de la collecte directe, au moyen d'entretiens mais surtout d'enquêtes par questionnaire, des perceptions des décideurs quant aux facteurs qui ont eu la plus grande influence sur leurs choix de localisation.

Il faut noter que les résultats des différentes études empiriques sur les déterminants de la localisation des entreprises sont assez contradictoires. En somme, il ne semble pas y avoir de consensus clair sur l'importance des différentes caractéristiques des territoires dans la décision de localisation. Cela est due principalement au fait que les données sur la localisation ne sont pas facilement accessibles; ce qui fait que bien souvent, les analyses empiriques se limitent aux agrégats tels que

l'investissement privé, le nombre d'entreprises, les variations du taux de chômage, le revenu par capita de l'Etat en question,...etc.

Les facteurs qui déterminent la localisation des entreprises varient d'un auteur à l'autre; mais certains se retrouvent chez plusieurs d'entre eux. Parmi ces derniers, nous pouvons citer : les salaires, les investissements publics, le taux de chômage, la taille du marché, les coûts de facteurs de production ...etc.

Shneider et Frey (1985) (Shneider & Frey, 1985, pp. 161-175), affirment dans leur étude que les facteurs économiques et politiques revêtent une très grande importance dans un processus d'attractivité. Ils ont élaboré, à cet effet, trois (03) modèles avec des variables économiques et politiques où ils ont modulé les flux d'IDE dans les quatre-vingt (80) pays les moins avancés du monde. Le premier modèle considère les variables à dimension économique, le deuxième s'intéresse aux variables à dimension politique quant au troisième, il combine à la fois les deux types de variables.

Le dernier modèle s'est avéré le meilleur et donc ils ont conclu que pour analyser les flux d'IDE dans un pays en voie de développement (PVD), il est important de prendre en considération à la fois des facteurs économiques et politiques du pays hôte.

Wilhems et Witter (1998)³⁶ (Wilhems & Witter Stanley , 1998, p. 79) ont adopté une théorie qui consiste à intégrer trois types de variables, à savoir:

- Variables microéconomiques: concernent l'investisseur;
- Variables macroéconomiques: qui adaptent les caractéristiques du pays hôte;
- Variables méso-économiques: qui vérifient l'effet des institutions gouvernementales en faveur des politiques d'IDE.

Le modèle développé dans cette théorie regroupe les quatre notions suivantes: la notion d'adaptation du gouvernement, du marché, de l'éducation et des conditions socioculturelles à l'IDE. Ce modèle a permis de développer le concept d'Adaptation institutionnelle à l'IDE et refléter ainsi la capacité d'un pays à attirer, absorber et maintenir les IDE.

Hernandez.L. et al (2001) ont réalisé une étude sur les déterminants des flux de capitaux privés pour les pays d'Asie de l'Est et d'Amérique latine durant la période 1970-1990. Cette étude est basée sur le principe "**pull-push**" facteurs.

Les "**pull factors**" sont des facteurs qui attirent les investisseurs et reflètent ainsi les avantages proposés par l'économie réceptrice d'un côté et les risques et difficultés rencontrés par les investisseurs.

Exemples de "pull factors":

- Indicateurs macroéconomiques: tels que: P.I.B par tête, Taux de croissance, le degré d'ouverture de l'économie ou indice de risque politique ...etc.;
- Avantages comparatifs: tels que coût de production, la stabilité politique et économique, absence d'hyperinflation, la présence d'infrastructures, un bon niveau éducatif, un bon climat d'affaires, un marché local en pleine expansion, existence d'un bon système bancaire et financier, politiques incitatives...etc.

Les "**push factors**" sont des facteurs qui découragent les investisseurs et reflètent ainsi les coûts d'opportunité en décrivant l'environnement macroéconomique de l'investissement.

Exemples de "push factors":

- Taux d'intérêt international;
- PIB des pays industriels;
- Le service de la dette (en % du PIB);
- La variation du taux de change effectif réel;
- Corruption et l'absence de transparence.

Par ailleurs, **Singh et Jun** (1995) adopte dans son étude empirique l'approche macro économétrique qui porte sur les déterminants macroéconomiques des IDE dans un échantillon de pays d'accueil. L'étude de Singh et Jun (1995) teste trois hypothèses liées à l'instabilité sociopolitique, à l'impact du climat des affaires et aux liens de causalité entre les IDE et les exportations. Il ressort de l'étude que l'instabilité sociopolitique (mesurée par les heures perdues de travail à causes des conflits) influence négativement les entrées d'IDE dans l'économie d'accueil. Aussi, le climat des affaires semble être un déterminant robuste des IDE. Enfin, les économies orientées vers la promotion des exportations industrielles semblent attirer la plus grande part d'IDE.

Gastanaga, Nugent et Pashamova (1998) examinent l'impact des politiques et réformes économiques sur l'afflux des IDE, et ce en en se

basant sur l'approche éclectique de Dunning(1979). L'étude empirique porte sur les données en panel de 49 pays les moins développés dans le monde pour la période 1970-1995. Les auteurs soutiennent que les réformes économiques des pays d'accueil peuvent affecter le choix du lieu d'implantation des IDE.

L'analyse économétrique de **Gastanaga et al.** (1998) donne comme déterminants des afflux d'IDE les variables suivantes : le taux de croissance économique espéré, la fiscalité des entreprises, le degré d'ouverture économique, le niveau de corruption.

Mucchielli et Mayer (1999) (Mayer & Mucchielli , 1999, p. 67) ont utilisé quatre grands types de déterminants censés influencer le choix des investisseurs étrangers en matière d'implantation, à savoir : la demande du marché des biens que l'entreprise peut espérer exploiter sur chaque localisation, le coût des facteurs de production que sa filiale devra utiliser, le nombre d'entreprises locales et étrangères déjà installées et enfin les différentes politiques d'attractivité menées par le pays d'accueil.

Morisset (2000) soutient que les principaux pays d'accueil d'Afrique subsaharienne (Afrique du Sud, Nigeria, Angola, Côte d'Ivoire) doivent leur attractivité principalement à leurs ressources naturelles (hydrocarbures, or, diamants, cuivre, etc.) ou à leur large marché intérieur. Mais d'autres pays africains (Mali, Mozambique, Namibie, Sénégal), malgré la rareté des ressources naturelles et l'étroitesse de leur marché intérieur, ont réussi à attirer d'importants flux d'IDE, grâce aux efforts des gouvernements pour améliorer le climat d'accueil des investisseurs étrangers.

L'analyse économétrique de **Morisset** (2000) porte sur les données en panel de 29 pays africains subsahariens. Les régressions font ressortir les déterminants suivants : le taux de croissance économique et l'indice de libéralisation commerciale. Par contre, les variables du taux d'alphabétisation et des infrastructures ne semblent pas être des déterminants majeurs des IDE dans cette partie du monde.

En outre, **Morisset** (2000) confirme à travers les résultats de son étude que le Mali et le Mozambique ont réussi à améliorer leur attractivité de façon significative, grâce aux réformes entreprises dans ces pays, et qui sont : les mesures de stabilisation macroéconomique et politiques, les programmes de privatisation, les codes d'investissement attractifs,

l'adoption des accords bilatéraux et internationaux relatifs à l'IDE et enfin, le rôle joué par les gouvernements dans la promotion de leur pays à l'étranger.

Chakrabarti (2001) a insisté sur l'absence d'un consensus empirique sur les déterminants de l'IDE. Il explique ceci par la rareté des travaux théoriques sur le sujet. Il prétend que le manque de travaux théoriques s'est répercuté au niveau empirique, par l'introduction de tout un ensemble de variables explicatives dont le choix est souvent intuitif.

Chakrabarti (2001) prétend également qu'il y a un problème dans l'interprétation de l'impact des variables explicatives sur la variable à expliquer : d'abord, l'interprétation se fait ex post et traduit le point de vue subjectif de son auteur, puisqu'il s'agit souvent de validations empiriques sans modèles théoriques. En plus, l'interprétation dépend de la taille de l'échantillon et de la période étudiée. Aussi, un même échantillon de pays, une même période d'analyse et une même méthode d'estimation peuvent donner des résultats différents selon les variables retenues dans l'équation. Enfin, l'interprétation dépend également de la question que traite l'économètre.

Chakrabarti (2001) arrive enfin à affirmer que seule la taille du marché semble être unanimement reconnue comme déterminant de l'IDE. Les autres déterminants potentiels n'admettent pas de consensus reconnu.

Par ailleurs, **Noorbakhsh, Paloni et Youssef** (2001) confirment l'hypothèse selon laquelle le niveau du capital humain dans les pays d'accueil, influence la distribution géographique des IDE. Aussi, il ressort de l'analyse que l'importance du capital humain, en tant que déterminant des afflux d'IDE, croît dans le temps.

Bouklia-Hassane et Zatla (2001) posent la question des déterminants de l'afflux d'IDE dans les PESH (Pays de l'Est et du Sud Méditerranée). Il ressort des régressions sur données en panel que le degré d'ouverture sur l'extérieur du pays d'accueil, ainsi que le niveau de ses infrastructures physiques affectent positivement le flux d'IDE entrants, particulièrement pour l'Egypte et la Turquie, dont les niveaux d'ouverture sur l'extérieur sont en deçà de la moyenne régionale.

Asiedu (2002) analyse les déterminants des flux IDE vers les pays en développement en général et ceux des pays africains subsahariens en particulier. Les résultats des travaux ont permis de montrer un effet régional adverse, dans la mesure où le simple fait d'appartenir au groupe

des pays africains subsahariens, engendre un effet négatif sur l'attraction des IDE.

Il faut noter que ces pays jouissent d'un environnement économique semblable à d'autres pays en développement plus attractifs.

En outre, l'amélioration des infrastructures n'a pas eu l'effet attendu en termes d'afflux d'IDE en Afrique subsaharienne contrairement à d'autres pays en développement. Ainsi, **Asiedu** (2002) avait choisi dans les régressions des variables explicatives différentes en fonction de l'appartenance géographique du pays d'accueil. Cet auteur affirme que la décision d'investir dans un pays peut être affectée par les événements survenus dans les pays voisins. **Dupuch** (2004) étudie, dans son analyse économétrique, les déterminants des flux d'IDE de 12 pays de l'Union Européenne (15 membres) vers les P.E.C.O (Pays d'Europe Centrale et Orientale) pour la période 1993-2001.

Les résultats de l'analyse montrent que les principaux déterminants des IDE dans cette partie du monde sont :

- Le différentiel des coûts salariaux entre les PECO et l'Union Européenne (15 membres);
- Le choix de la méthode de privatisation: en effet, les résultats montrent que les pays ayant optés pour les méthodes de vente directe au profit des investisseurs étrangers, ont attiré plus d'IDE. Il semble que les investisseurs étrangers soient réticents à partager le contrôle des entreprises avec les salariés locaux ou avec les citoyens. Ce partage du contrôle favorise, selon l'auteur, les défaillances des mécanismes de gouvernance d'entreprise;
- La volonté d'intégration à l'UE, la proximité géographique de l'UE et l'intensité technologique des pays d'origine. **Dupuch** (2004) montre que la concentration des IDE dans trois grands pays (Pologne, Hongrie, République Tchèque) tient largement à leur proximité géographique de l'UE (frontière avec l'Allemagne et l'Autriche), mais également à leur avancement dans la transition vers l'économie de marché.

En fin, **Esso Loesse. J.** (2005) montre, à travers un modèle économétrique basé sur des données issues de la Banque mondiale, de la CNUCED et de Freedom House* , que le niveau moyen de

* Freedom House est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif. Elle est financée majoritairement par le gouvernement des États-Unis, et son siège est situé à Washington, D.C. Elle possède des bureaux dans une douzaine de pays, dont l'Ukraine, la

connaissance, le niveau de PIB par habitant, le degré d'ouverture, la dévaluation de la monnaie, les mesures incitatives à l'investissement, le taux d'épargne, le degré de liberté civiles et des droits politiques ont des effets significatifs sur les flux d'IDE entrants de la Côte d'Ivoire.

La littérature sur les déterminants nous a permis à proposer notre propre définition des déterminants d'attractivité des IDE: " C'est l'ensemble des facteurs qui motivent les investisseurs étrangers d'une part, ainsi que les avantages que peut offrir le pays hôte à ces investisseurs"**.

4- Les indicateurs de mesure de l'attractivité

Nous avons défini l'attractivité d'un territoire comme étant sa capacité à attirer des investissements et à retenir ceux déjà existant.

Nous nous posons dans ce point les questions suivantes:

- *Comment mesurer l'attractivité d'un territoire?*
- *Autrement dit, sur quelle base peut-on dire qu'un territoire est plus attractif qu'un autre?*
- *Quels sont les indicateurs qui permettent de classer les territoires selon leur degré d'attractivité des investissements?*

Il existe diverses approches pour classer les territoires selon le degré d'attractivité :

4-1. Les enquêtes d'opinions

Ces enquêtes d'opinion se font auprès des investisseurs, on leur demande de classer les critères de localisation et de donner un classement relatif des différents territoires d'accueil potentiel par rapport à ces critères. C'est le cas notamment du baromètre d'attractivité d'Ernst Young (Ernst & Young, 2004).

En 2007, l'enquête d'Ernst and Young (ERNST & YOUNG, 2007) a interrogé 809 décideurs de firmes multinationales, elle recense les annonces d'implantation internationales et d'extensions d'activités. Elle exclut les investissements de portefeuille, les fusions et acquisitions et rend compte de la réalité des investissements engagés par les sociétés

Hongrie, la Serbie, la Jordanie, le Mexique, et plusieurs pays en Asie centrale. Cette organisation aide au développement des libertés dans le monde. La liberté n'est possible que dans un système politique démocratique où les gouvernements sont responsables devant leur propre population ; où la loi est respectée ; et où les libertés d'expression, d'association, de culte et le respect des droits des minorités et des femmes sont garantis

** Définition proposée par l'auteur de l'article.

étrangères dans les fonctions industrielles et tertiaires, l'enquête recense le nombre d'emplois créés, le taux de croissance des IDE reçus, la part de chaque secteur (service, industrie,...) des IDE entrants, l'origine des IDE reçus, les secteurs attirants les IDE...etc.

4-1. Les approches économétriques

Ces approches prennent comme variable à expliquer les IDE et comme variables explicatives les différents facteurs ou critères de localisation. Les variables explicatives sont en général des indicateurs macroéconomiques ou des indicateurs agrégés utilisés comme proxy des variables explicatives issues du modèle théorique.

Notons que l'intérêt de ces approches économétriques est qu'elles permettent de dégager les variables jugées significatives de l'attraction des IDE, ce qui permet d'expliquer l'attractivité comparée des différents territoires et de détecter les déterminants à renforcer pour une meilleure attractivité du territoire.

4-2. Les indicateurs élaborés pas des institutions internationales

La CNUCED publie chaque année un classement des pays en fonction de leur attractivité, et ce sous forme d'une matrice, elle-même obtenue en croisant deux indicateurs:

• L'indicateur de performance en termes d'investissement entrant (IPIE)

Cet indicateur reflète la mesure dans laquelle un pays reçoit des IDE comparativement à sa taille économique. Si par exemple un pays représente 5% du PIB mondial, alors s'il reçoit 5% de l'investissement mondial, l'indice IPIE sera égal à 100. S'il reçoit plus de 5% de l'IDE mondial, l'indice sera supérieur à 100. Si le pays reçoit moins de 5%, l'indice sera inférieur à 100.

• L'indicateur du potentiel d'attractivité en termes d'investissement entrant (IPAIE) :

Il reflète plusieurs facteurs censés mesurer l'attractivité d'un pays pour les IDE. La CNUCED a sélectionné 12 indicateurs statistiques. L'indicateur de potentiel est une moyenne simple (non pondérée) des valeurs, préalablement normalisées de 0 à 1, de ces 12 indicateurs. Plus cet indicateur tend vers 1 et plus le pays est considéré comme attractif.

- **L'indice d'entrées d'IDE de la CNUCED (CNUCED)**

La CNUCED propose un autre indice, l'indice des entrées d'IDE (ID) (Inward FDI Index), qui prend en compte le poids économique relatif du pays récepteur, en indiquant sa capacité à attirer les investissements en fonction de ce poids.

Un indice égal à 1 signifie que la part du pays considéré dans les IDE mondiaux correspond à son poids économique mesuré par ces trois indicateurs. Un indice ID supérieur ou égal à 1 signifie qu'il s'agit d'économies à forts potentiels et ouvertes à l'extérieur. Un indice ID inférieur à 1 signifie que le pays présente des faiblesses, puisqu'il aurait dû recevoir davantage d'IDE, compte tenu de son poids dans l'économie mondiale.

Cependant, cet indice d'entrées d'IDE doit être interprété avec prudence, dans la mesure où il ne prend pas en considération d'autres facteurs économiques et politiques. Des critiques ont été faites par rapport à son calcul du fait que la relation de quelques variables (comme l'emploi et les exportations) avec les flux d'IDE n'est pas clairement établie.

- **L'indice "Doing Business" de la Banque Mondiale**

Le classement de la Banque Mondiale repose sur 10 critères visant à déterminer le degré de facilité des affaires en général.

- **Les baromètres d'attractivité**

D'autres institutions réalisent des baromètres d'attractivité en se basant sur la collecte d'un très grand nombre d'indicateurs qui permettent de réaliser un étalonnage concurrentiel (Benchmarking) entre les différents territoires.

5- Conclusion :

Ce papier nous a permis de comprendre le concept d'attractivité territoriale des IDE à travers une présentation des principaux facteurs déterminants de localisation des IDE. L'attraction de ces derniers constitue une préoccupation des pays à travers le monde. Cet article chapitre nous a permis de conclure que l'attractivité territoriale est un concept qui a attiré l'attention de plusieurs auteurs de diverses disciplines.

Au bout de cette revue de littérature, nous sommes parvenus à dresser un bilan des résultats des différentes études empiriques sur les déterminants de l'attraction de ces investissements.

L'identification des facteurs et déterminants de localisation et d'attractivité des IDE a suscité l'intérêt de plusieurs auteurs issus de différentes disciplines (économie classique, économie urbaine, économie internationale, nouvelle économie géographique...etc.). Cet intérêt a donné lieu au développement de travaux hétérogènes.

BIBLIOGRAPHIE :

1. ASIEDU. E., "On the Determinants of Foreign Direct Investment to Developing Countries: Is Africa Different?", *World Development*, vol.30 no.1, 2002, p.p.107-119.
2. BOUKLIA-HASSANE R. ET ZATLA N., "L'IDE dans le Bassin Méditerranéen: Ses Déterminants et son Effet sur la Croissance Économique", *Les Cahiers du CREAD*, no.55, 2001, p.p.118-143.
3. CHAKRABARTI A., "The Determinants of Foreign Direct Investment: Sensitivity Analyses of Cross-Country Regressions", *Kyklos International Review for Social Sciences*, vol.54, no.01, 2001, pp.89-113.
4. CROZET. M. et al., "How do firms agglomerate ? A study of FDI in France», papier soumis à *Regional Science and Urban Economics*", Paris, 2003.
5. DUPUCH. S., "Les Investissements Directs Étrangers dans les nouveaux pays adhérents à l'Union Européenne", *Revue Région et Développement*, no.20, 2004, p.p.45-64.
6. ERNST AND YOUNG, "Baromètre de l'attractivité Européenne", 2007.
7. ERNST AND YOUNG, "European attractiveness: the opportunity of diversity", La Baule, mai 2004.
8. GASTANAGA V.M., NUGENT J.B. ET PASHAMOVA B., "Host Country Reforms and FDI Inflows: How Much Difference do they Make?", *World Development*, vol.26, no.7, 1998, p.p.1299-1314.
9. HATEM.F., *Investissement international et politiques d'attractivité*, Economica, Paris, 2004
10. MAYER T. ET MUCCHIELLI T.L., "La localisation à l'étranger des entreprises multinationales: Une approche d'économie géographique hiérarchisée appliquée aux entreprises japonaises en Europe ", *Économie et Statistique* n° 326-327, 1999 - 6/7.
11. MICHALET C.A. , "La Séduction des Nations ou Comment Attirer les Investissements, éd. Economica", Paris, 1999.
12. MORISSET, J. Foreign " Direct Investment in Africa Policies Also Matter". *Transnational Corporations*, 9,2000, p.p 107-125.
13. MOURIAUX F., "Le concept d'attractivité en union monétaire ", *Bulletin de la Banque de France*, N°123, 2004, p.p. 29-44 .
14. NOORBAKSH. F., PALONI. A. ET YOUSSEF A., "Human Capital and FDI Inflows to Developing Countries: New Empirical Evidence", *World Development*, vol.29, no.9, 2001, p.p.1593-1610.
15. SHNEIDER.F. ET FREY. S.B, "Economic and political determinants of Foreign Direct Investment", *World Development*, vol.13, no .2, 1985, p.p.161-175.
16. SINGH, H. AND JUN, K.W. "Some New Evidence on Determinants of Foreign Direct Investment in Developing Countries", Working Paper No. 1531, World Bank, Washington DC,1995.

17. WILHEMS SASKIA K.S ET WITTER STANLEY M.D., "*Foreign direct investment and its determinants in developing countries*", Washington DC, 1998.